

ESCAPE

Économie solidaire, co-construction, action publique émergente

Les initiatives regroupées sous l'appellation d'économie solidaire proposent de nouvelles formes d'organisation et des solutions aux problèmes écologiques et sociaux ; elles empruntent pour beaucoup le statut associatif et se caractérisent par l'accent mis sur la finalité de la production et leur dimension à la fois économique et politique. La légitimité de l'économie solidaire ne saurait émaner de la seule vertu des pratiques économiques, elle ne peut être conquise que si ses membres s'expriment avec force, ce qu'ils ont d'ailleurs commencé à faire en structurant des arènes politiques et en participant à des débats. Surtout, son devenir est lié à l'écho rencontré auprès de ses partenaires publics. Devant les insuffisances constatées émergent de nouvelles modalités d'élaboration des politiques publiques dont les critères sont co-élaborés entre acteurs associatifs et responsables publics. Le terme de co-construction apparaît dans une série de textes législatifs au milieu des années 2010.

La présence croissante de cette notion amène à formuler la question scientifique et sociétale d'un bilan de la co-construction de l'action publique dans le domaine de l'économie sociale et solidaire en tirant parti de l'analyse approfondie de plusieurs expérimentations dans différents territoires. Il s'agit donc en portant une attention particulière aux innovations solidaires et aux associations de procéder à une analyse transversale avec les trois catégories d'acteurs impliqués (responsables associatifs, pouvoirs publics et chercheurs).

Les membres du consortium :

Cose Comune – Marie-Catherine Henry (coordinatrice) - Cnam – Laboratoire HT2S - Histoire des technosciences en société – Jean-Louis Laville (coordinateur) - Collectif des associations citoyennes (CAC) - Ligue de l'enseignement - Mouvement pour l'économie solidaire (MES) - Réseau national des maisons des associations (RNMA) - Réseau des territoires pour l'économie solidaire (RTES) - Union fédérale d'intervention des structures culturelles (UFISC)

I Objectifs :

- ✓ Faire le point sur les effets de la co-construction (phénomène largement occulté par le développement de la régulation concurrentielle) :
 - Le bilan visé est multi parties prenantes au sens où il repose sur les appréciations portées par trois catégories de membres réunies dans le consortium :
 - les acteurs des initiatives solidaires et associatives, des réseaux « sectoriels » avec un mouvement d'éducation populaire (Ligue de l'enseignement), une union de fédérations dans le domaine artistique et culturel (UFISC) plus trois réseaux « généralistes », le Collectif des associations citoyennes (CAC), le Mouvement pour l'économie solidaire (MES), le Réseau des maisons des associations (RNMA) ;
 - les chercheurs du Cnam (laboratoire HT2S) et de Cose Comune ;
 - les responsables publics (élus et techniciens adhérents au titre de leur collectivité au Réseau des territoires pour l'économie solidaire - RTES).
- ✓ approfondir des processus précis afin de saisir quels sont les obstacles inhérents à la co-construction et prendre appui sur cette compréhension pour élaborer des suggestions visant à faire évoluer le cadre institutionnel ;
- ✓ établir et mettre à disposition des outils destinés à étayer les démarches de co-construction.

II Prendre appui sur les recherches précédentes

Le projet ESCAPE s'inscrit dans la continuité et l'approfondissement de quatre recherches participatives menées respectivement en 2017-2018, 2020-2021 et 2022.

➤ **Première recherche participative *La co-construction de l'action publique. Enjeux, définitions, pratiques* :**

Elle a été conduite en partenariat avec des chercheurs du Cnam, de la Fondation Maison des sciences de l'homme, le Collectif des associations citoyennes (CAC), le Mouvement associatif, le Réseau national des maisons des associations (RNMA), le Réseau des

collectivités territoriales pour une économie solidaire (RTES), l'Union fédérale d'intervention des structures culturelles (UFISC).

Les objectifs :

- ✓ situer la notion par rapport à des notions voisines (concertation, coproduction, coopération)
- ✓ repérer son émergence dans les textes législatifs

Les aboutissements :

- ✓ identifier les étapes et conditions de la co-construction
- ✓ proposer une définition partagée de la co-construction en tant que « processus institué de participation ouverte et organisée d'une pluralité d'acteurs à l'élaboration, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation de l'action publique »¹.

À l'issue de cette recherche une grande partie des réseaux impliqués a éprouvé le besoin de creuser de façon plus précise les pratiques concernées. Les participants ont souhaité s'engager dans la voie d'une réflexion plus structurée sur l'importance d'actions communes dépassant des logiques de secteur, tous se réclamant de l'économie solidaire. Deux angles d'approche ont été privilégiés visant à approfondir les deux composantes de l'ESS les moins connues : le monde associatif et les initiatives solidaires principalement associatives.

➤ **Deuxième recherche participative / 1^{er} angle d'approche : Quel monde associatif demain ? :**

Elle a été conduite en partenariat avec des chercheurs de la Fondation Maison des sciences de l'homme, Cose Comune, Collectif des associations citoyennes (CAC), Mouvement pour l'économie solidaire (MES), Union fédérale d'intervention des structures culturelles (UFISC).

Les objectifs :

¹ Fraisse, L., 2018, Rapport [La co-construction de l'action publique : définitions, enjeux, discours et pratiques, Paris, FMSH](#). Voir aussi du même auteur : 2021, « Devenir des interlocuteurs des pouvoirs publics : le combat sans fin des associations », *Tribune de la Fonda*, n°251, septembre, p.66-70 ; 201 ; « Co-construire l'action publique : Apports et limites des politiques locales de l'Économie sociale et solidaire en France », *Revue Politiques et Management Public*, volume 34/1-2, p.105-120.

- ✓ Dresser des constats à partir d'un certain nombre de contraintes (invisibilisation de l'action associative, instrumentalisation, managérialisme, offensive du social business, ...)
- ✓ Donner à voir des modalités et des propositions aptes à mettre en place un développement plus juste et plus durable (des modalités de financement du monde associatif repensées, des pratiques délibératives et participatives plus affirmées, une meilleure prise en compte des associations dans les dynamiques locales, ...).

Les aboutissements :

- ✓ Une stratégie d'explicitation de la complexité de la situation présente à travers deux scénarios contrastés pour le devenir des associations ; l'un menant à l'affaiblissement du monde associatif, l'autre à son renforcement.
- ✓ Un séminaire² acteurs/chercheurs
- ✓ Une publication mixant chapitres écrits par des acteurs et chapitres écrits par des chercheurs, portant le titre de la recherche *Quel monde associatif demain ? Mouvements citoyens et démocratie*³
- ✓ Une cinquantaine de débats organisés dans toute la France

➤ **Troisième recherche participative / 2^e angle d'approche : Les initiatives solidaires** (à l'occasion des 20 ans du Mouvement pour l'économie solidaire)

Les objectifs :

- ✓ Procéder à un éclairage sur des initiatives qui sont principalement associatives et se sont regroupées autour de l'idée d'économie solidaire
- ✓ Étudier et documenter les configurations des émergences solidaires, à la fois en raison de leur dynamique et du manque de données disponibles
- ✓ Donner à voir la diversité des expériences et des acteurs qui s'y reconnaissent dans des domaines divers

Les aboutissements :

- ✓ Une publication *L'économie solidaire en mouvement*⁴

² Voir les [actes](#) du séminaire

³ Coler, P. Henry, M.-C., Laville, J.-L., Rouby, G., (dir.), 2021, *Quel monde associatif demain ? Mouvements citoyens et démocratie*, Toulouse, Erès

⁴ Combes, J., Lasnier, B., Laville, J.-L., (dir.), 2022, *L'économie solidaire en mouvement*, Toulouse, Erès. Voir aussi la [présentation de l'ouvrage](#) au Cnam le 23 mars 2023

- **Quatrième recherche participative : Bilan et prospective des politiques locales de l'économie sociale et solidaire** (avec les élus et techniciens du RTES, les chercheurs du Cnam et Cose Comune)

Les objectifs :

- ✓ Réaliser une revue de littérature à partir de travaux de recherche, de publications sur la place de l'ESS dans les politiques publiques (et plus généralement le rôle de l'ESS dans les transformations contemporaines de la société) et d'un recensement de la « littérature grise » comprenant les évaluations de politiques locales ESS ou les études sectorielles produites par des centres de recherches ou des cabinets conseil à la demande des élus et techniciens à l'ESS
- ✓ Élaborer des scénarios prospectifs sur les conditions d'une contribution de l'action publique locale en faveur de l'ESS aux transformations de société

Les aboutissements

- ✓ Un séminaire Quelles mutations de société pour quelles politiques locales de l'économie sociale et solidaire ?
- ✓ Une communication aux Rencontres interuniversitaires de l'ESS
- ✓ Un ouvrage *Les politiques locales de l'économie sociale et solidaire* (à paraître)

Les quatre recherches participatives ont permis :

- ✓ de repérer et d'analyser des pratiques de co-construction dans un contexte de reconfigurations des rapports entre initiatives de la société civile et pouvoirs publics ;
- ✓ de recueillir des informations plus précises (pratiques, exemples, situations concrètes, réflexions d'acteurs et de réseaux, ...) sur les deux composantes les moins connues de l'économie sociale et solidaire, à savoir le monde associatif et l'économie solidaire ;
- ✓ de montrer la nécessité, au-delà d'un éclairage sur les innovations solidaires, d'approfondir les connaissances sur certains processus en repérant des politiques publiques émergentes depuis ces vingt dernières années.

Cependant, tous les éléments rassemblés n'ont pas encore permis de rentrer dans l'analyse fine. En effet, ces formes émergentes d'action publique supposent des coopérations mais aussi des conflits. Trop souvent ramenée à un processus consensuel, la co-construction reste en fait difficile à mener. À partir des informations réunies il est maintenant nécessaire d'approfondir des processus précis afin de saisir quels sont les obstacles inhérents à la co-construction et de prendre appui sur cette compréhension pour élaborer des suggestions visant à faire évoluer le cadre institutionnel.

Il s'agit donc d'aller dans le détail des conflictualités qui se révèlent dans les processus avec un objectif non pas de répertorier des bonnes pratiques mais dans une optique de description pour aller plus loin dans les démarches de co-construction. La transition écologique et solidaire est fréquemment traitée par le biais de la modification du comportement des entreprises. Dans le projet ESCAPE c'est la contribution à la transition d'une nouvelle forme d'action publique issue de la coopération conflictuelle entre acteurs de la société civile et responsables publics qui est étudiée.

CONTACT

Marie-Catherine Henry

cosecomune@gmail.com